

GEORGES BERGHEZAN

*Panorama des groupes armés d'Afrique centrale*

*Overview of armed groups in Central Africa*

ABSTRACT

L'Afrique centrale abrite probablement la plus haute concentration mondiale de groupes armés non-étatiques. Cette prolifération, très variable d'un pays à l'autre, s'explique avant tout par l'interférence de certains Etats dans les affaires de leurs voisins et par l'absence de développement durable, de justice sociale et de démocratie. Mais, loin de les résoudre, l'insécurité que ces groupes armés engendrent ne fait que renforcer des pouvoirs autoritaires et plonger plus encore dans la misère les populations qu'ils prétendent parfois défendre. Si, dans certains cas, seule la force permettra d'en venir à bout, des négociations avec la plupart des autres peuvent, sous certaines conditions, aboutir à une solution politique et à un retour de la paix.

Central Africa probably hosts the highest concentration of non-State armed groups in the world. The reasons for this proliferation, of varying intensity from one country to another, can be found in the interference of some States in their neighbours' affairs and in the lack of sustainable development, social justice and democracy. But, far from resolving them, the insecurity these armed groups are breeding only reinforces authoritarian rulers and bring the populations they sometimes pretend to defend in a deeper misery. If, in some cases, only force can overcome them, negotiations with most of the others can, under some conditions, bring a political solution and a return to peace.

KEYWORDS

Groupes armés, Afrique centrale, combats, Maï-Maï, Boko Haram.

Armed groups, Central Africa, fightings, Maï-Maï, Boko Haram.

GEORGES BERGHEZAN\*

*Panorama des groupes armés d'Afrique centrale\*\**

1. *Quelques caractéristiques de l'Afrique centrale* – 2. *République démocratique du Congo (RDC)*  
2.1. *Katanga* – 2.2. *Nord et Sud-Kivu* – 2.3. *Ituri* – 3. *Burundi* – 4. *République centrafricaine (RCA)*  
5. *Armée de résistance du Seigneur (LRA)* – 6. *Boko Haram (au Cameroun et au Tchad)* – 7. *Conclusion*

1. *Quelques caractéristiques de l'Afrique centrale*

L'Afrique centrale abrite probablement la plus haute concentration mondiale de groupes armés non-étatiques. Cette région possède certaines caractéristiques qui expliquent ou facilitent la prolifération de groupes armés.

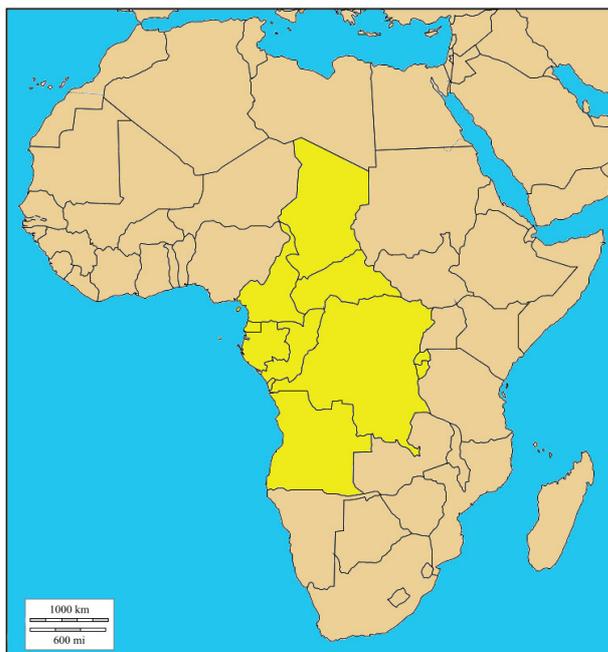
- Il s'agit d'une vaste zone s'étendant entre la Libye et la Zambie, le Niger et la Tanzanie.
- Une grande partie de cette zone est occupée par la forêt du bassin du Congo, la seconde au monde en taille après celle de l'Amazonie.
- La majorité des groupes ethniques appartiennent à la communauté linguistique bantoue, en plus d'autres groupes moins importants (Nilotiques, Pygmées, Haoussas, Arabes...)
- La densité de population connaît de forts contrastes (de 5 habitants/km<sup>2</sup> au Gabon à 300 au Rwanda).
- Il s'agit d'une des régions les plus pauvres, les moins développées, au monde ; trois pays d'Afrique centrale sont parmi les quatre pays ayant l'index de développement humain (PNUD) le plus bas du monde.
- La région connaît un haut taux de chômage, particulièrement parmi les jeunes, malgré une forte croissance économique, généralement au-dessus de 5 % par an.
- Le pouvoir politique est confisqué par des régimes autoritaires ou dictatoriaux : Idriss Déby (Tchad) est au pouvoir depuis 25 ans, Paul Biya (Cameroun) depuis 33 ans, Obiang Nguema (Guinée équatoriale) et Eduardo dos Santos (Angola) depuis 36 ans, les Bongo (père et fils) depuis 48 ans...
- Une langue officielle y est dominante, le français, hérité de l'ère coloniale, mais plusieurs centaines de langues locales y sont pratiquées.
- La région connaît une certaine intégration politico-économique : six pays sont membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et utilisent une monnaie commune, trois pays appartiennent à la Communauté économique des pays des Grands Lacs

\* Chercheur au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, GRIP, Bruxelles. E-mail: [g.berghezan@scarlet.be](mailto:g.berghezan@scarlet.be).

\*\* Ce texte est l'adaptation française et actualisée d'un exposé donné, en anglais le 20 juillet 2015, à l'Université de Palerme lors d'un séminaire principalement consacré à la problématique de Boko Haram.

(CEPGL), onze pays participent à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC, dix entre 2007 et 2015).

- La plupart des États d'Afrique centrale peuvent être considérés comme faibles, avec des services publics peu développés, une corruption florissante, des frontières poreuses...
- Une majorité d'entre eux a connu la guerre durant ces dernières décennies, engendrant une forte prolifération d'armes et de groupes armés.



Carte n° 1 (Etats membres de la CEEAC)

## 2. République démocratique du Congo (RDC)

La RDC est le géant géographique et démographique de la région, environ 8 fois aussi étendue que l'Italie et regroupant près de la moitié de la population de tous les pays de la CEEAC.

### 2.1 Katanga

Le Katanga est la province la plus riche de RDC, contribuant pour au moins un quart à son PIB, principalement grâce à l'extraction et à l'exportation de minerais, tels que le cobalt, le cuivre, l'uranium, l'étain ou l'or. En raison de cette caractéristique, en plus d'une histoire spécifique et de l'influence de puissances étrangères, une partie de la population a le sentiment que le Katanga est la «vache à lait» de la République. Depuis longtemps, des tendances autonomistes ou sécessionnistes s'y développent ; elles se sont exprimées violemment quelques jours après la proclamation de l'indépendance du pays en 1960 (insurrection de Moïse Tshombe), puis en 1977 et 1978, quand deux insurrections armées y ont éclaté et n'ont été matées que grâce à des interventions étrangères.

À partir de 1999, alors que la RDC était envahie par des troupes ougandaises et rwandaises, ces dernières essayant de conquérir le Katanga, le gouvernement a mobilisé et armé des groupes de résistance, qui se sont appelées Forces d'autodéfense populaire ou plus communément Mai-Mai<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> «Mai» signifie «eau» en swahili, langue dominante dans l'est de la RDC. De nombreux guerriers Mai-Mai sont

Après le retrait rwandais en 2002, le gouvernement de RDC a essayé de démobiliser et intégrer ces groupes dans les nouvelles Forces armées de la RDC (FARDC), mais les négociations n'ont souvent pas abouti, menant ces groupes – soutenus par des officiers et des politiciens locaux – à relancer leurs activités armées, s'en prenant aux forces de sécurité et à la population, la plupart du temps dans le nord de la province, bientôt affublé du surnom de « triangle de la mort ».

Ces activités ont brusquement cessé en 2006, lorsqu'un des principaux leaders Maï-Maï, surnommé Gédéon, a été arrêté. Bien que condamné à la peine de mort, il s'est échappé de sa prison à Lubumbashi, le chef-lieu provincial, en septembre 2011. Moins de trois mois plus tard, des incidents sanglants étaient à nouveau signalés dans le Nord-Katanga et se multipliaient en 2012. Mais ce n'est qu'en janvier 2013 que cette activité a été attribuée à un nouveau groupe, les Kata Katanga, avec des objectifs sécessionnistes déclarés. Plus précisément, les Kata Katanga – mots swahili signifiant «couper le Katanga» – représentent un réseau peu structuré de groupes Maï-Maï alliés à d'autres groupes sécessionnistes, comme les Tigres katangais et la Coordination pour un référendum sur l'autodétermination du Katanga (CORAK).

En mars 2013, des centaines de combattants et de sympathisants des Kata Katanga ont envahi Lubumbashi, mais ont été rapidement réprimés par les forces de sécurité. Les attaques contre des villages, des chefs traditionnels et les FARDC ont été très nombreuses en 2013 et au début 2014, non seulement dans les fiefs du Nord, mais aussi dans différents territoires et villes du Sud, grâce à l'utilisation des parcs nationaux comme corridors de communication. Cette activité a atteint un pic en août 2014, alors que plus de 600.000 Katangais étaient enregistrés comme personnes déplacées.

La réduction des activités des Kata Katanga semble être le résultat d'une action plus vigoureuse et du déploiement plus large des FARDC. En août 2014, Gédéon a failli être capturé, quand l'armée a investi son fief dans le territoire de Moba. Ce qui y a été découvert – des armes sophistiquées, de l'équipement militaire de communication – a montré que du matériel provenant directement de l'armée parvenait aux Kata Katanga. Durant les mois suivants, plusieurs chefs rebelles ont été tués ou capturés, menant à la reddition de leurs troupes.

Depuis la fin de 2014, le « triangle de la mort » a retrouvé un certain calme. Bien que ni sa mort ni sa capture n'aient été rapportés, on ignore ce qu'est devenu Gédéon. Mais la prudence devrait être de mise: il n'y a aucune preuve que les Kata Katanga ne reprendront pas du «service» tôt ou tard.

Il a beaucoup été question de soutien politique ou militaire aux Kata Katanga. Un de leurs principaux soutiens – ou commanditaires – pourrait être le général John Numbi, ancien commandant de la Force aérienne et de la Police nationale. Après avoir été soupçonné d'avoir ordonné le meurtre du militant des droits de l'homme, Floribert Chebeya, en 2010 à Kinshasa, il a renvoyé dans sa région d'origine, le Katanga. Des experts de l'ONU l'ont accusé de « fournir un soutien militaire, financier et logistique » aux Kata Katanga.

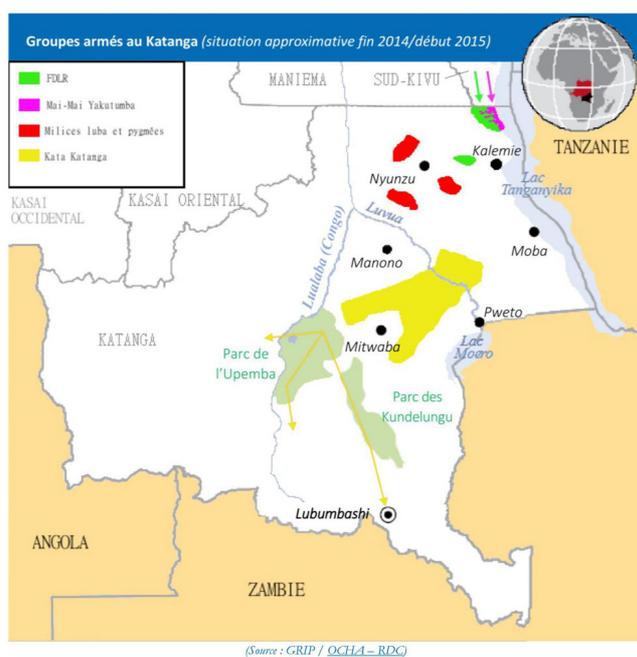
Parmi les autres personnes suspectées de soutenir les Kata Katanga, on trouve Daniel Mulunda Ngoy Nyanga, ancien président de la commission électorale, Jean-Claude Masangu Mulongo, ancien gouverneur de la Banque centrale de RDC, et Gabriel Kyungu wa Kumwanza, président de l'assemblée parlementaire provinciale et dirigeant d'un parti fédéraliste. Toutes ces personnes ont la particularité d'être ou d'avoir été jusqu'à très récemment de proches collaborateurs du président de la République, Joseph Kabila.

En 2016, des élections devraient avoir lieu en RDC. Bien que de nombreux facteurs soient encore hypothétiques – principalement si l'actuel président briguera, en dépit de la Constitution, un troisième mandat –, la possibilité existe que le prochain président ne sera pas Katangais. Beaucoup craignent que cela puisse mener à une résurgence des activités sécessionnistes au Katanga, encouragée par de nombreuses personnalités politiques et militaires.

persuadés que, suite à certains rituels, ils deviennent invulnérables aux balles qui seraient transformées en eau quand elles les touchent.

Un autre foyer de tension se situe un peu au nord du « triangle de la mort », dans le district du Tanganyika<sup>2</sup>. Depuis mai 2013, des milices pygmées (du sous-groupe Twa) et luba (ou Balubakat) se livrent à de sanglantes attaques contre les communautés du camp opposé. Le facteur principal de ce conflit est la réduction de l'espace vital – la forêt tropicale – des populations pygmées et leur recours grandissant à l'agriculture, au détriment des cultivateurs luba. Un autre facteur est la discrimination traditionnelle subie par les Pygmées de la part des groupes bantous. Ce conflit a déjà coûté la vie à plus de 2.000 personnes et en a déplacé environ 100.000. Les deux parties utilisent principalement des armes artisanales. Plusieurs médiations par les autorités locales n'ont produit, en 2014, que de brefs cessez-le-feu. Cependant, vers la mi-2015, une accalmie était observée et on semblait entrer dans un processus de réconciliation entre les deux communautés. Il est à noter qu'il est assez exceptionnel que des Pygmées – habituellement un peuple particulièrement pacifique – aient recours à la violence armée pour la défense de leurs intérêts.

Le troisième foyer de tension se situe à l'extrémité nord-orientale du Katanga, où des groupes armés basés au Kivu – particulièrement les Forces de défense de libération du Rwanda (FDLR) et les Maï-Maï Yakutumba – opèrent sur terre ou sur les eaux du lac Tanganyika. Après une riposte musclée des FARDC en août et septembre 2014, les Maï-Maï Yakutumba semblent s'être repliés dans leur région d'origine, le sud du Sud-Kivu. Depuis mars 2015, une opération militaire anti-FDLR dans les deux Kivu a été étendue au Katanga et, à l'exception de quelques redditions, peu d'activités FDLR ont été rapportées dans cette partie du Congo.



Carte n° 2 (Groupes armés au Katanga, situation à la fin 2014/début 2015)

## 2.2. Nord et Sud-Kivu

Les provinces du Nord et du Sud-Kivu sont frontalières de trois Etats – l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi – qui ont tous participé à l'invasion du Congo entre 1998 et 2002-2003. Ces pays ont créé des groupes armés et des mouvements politiques afin de gouverner les territoires occupés. En réaction,

<sup>2</sup> Formellement, le Katanga, comme la plupart des autres provinces du pays, a été divisé en entités plus petites en juin 2015. Ainsi, ce qui était le «district du Tanganyika» est devenu la «province du Tanganyika». Mais cette division tarde à devenir opérationnelle et l'opposition, en particulier au Katanga, réclame l'annulation de cette mesure.

spontanément ou à l'initiative du gouvernement de Kinshasa, des dizaines de groupes armés locaux, déclarant généralement s'appeler Maï-Maï, se sont formés afin de résister à l'invasion.

Après la fin de l'occupation, un gouvernement intérimaire et une nouvelle armée ont été formés. La nouvelle armée, les FARDC, était pour l'essentiel constituée de restes de l'armée de Mobutu, d'une grande partie de l'alliance de groupes armés ayant porté au pouvoir son successeur, Laurent Kabila, de membres des groupes armés pro-ougandais ou pro-rwandais et de Maï-Maï. Mais de nombreux combattants ont été exclus ou ont refusé d'être intégrés dans la nouvelle armée. De plus, la loyauté de nombreux nouveaux soldats ou officiers des FARDC s'est avérée particulièrement douteuse.

Aggravée par un chômage massif, une corruption généralisée et un vaste climat d'insécurité, cette situation a mené à une résurgence des groupes armés dans les deux Kivu et à plusieurs défections de masse des rangs des FARDC.

De 2004 à 2013, sous le prétexte d'empêcher un « nouveau génocide » des Tutsis, le Rwanda a instigué et soutenu plusieurs mutineries de soldats et officiers tutsi et hutu au sein des FARDC. Ceux-ci ont brièvement capturé les deux principales villes du Kivu, Bukavu (en 2004) et Goma (en 2012).

En réaction, dans une région où les forces de sécurité étaient souvent absentes, plusieurs groupes Maï-Maï se sont formés ou reformés, recrutant sur une base ethnique, sous le leitmotiv de protéger leur communauté. Mais, rapidement, ces groupes se sont mis à attaquer d'autres communautés et ensuite, dans un but de survie ou d'enrichissement, à racketter leur propre communauté.

En outre, quelques groupes armés étrangers se sont installés dans les Kivu et terrorisent les populations locales. Il s'agit notamment des FDLR, présentes dans les deux provinces, ainsi que dans certaines portions de deux provinces voisines, le Maniema et le Katanga. Alors que les FDLR sont partiellement constituées de restes de l'ancienne armée rwandaise, certains de leurs membres sont suspectés d'avoir participé au génocide rwandais. Leurs effectifs ont été considérablement réduits au cours des années, jusqu'à moins de 400 combattants en août 2015, selon les autorités de RDC. Bien qu'ils n'aient mené aucune action militaire majeure en territoire rwandais depuis de nombreuses années, les FDLR sont toujours considérées comme une menace sérieuse par Kigali et une prétexte pour intervenir dans les affaires congolaises.

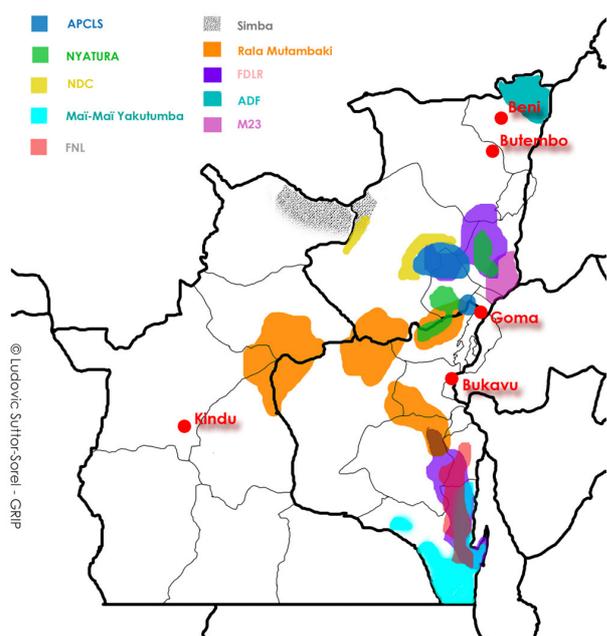
Un autre important groupe armé étranger opérant au Kivu est les Forces alliées démocratique (*Allied Democratic Forces*, ADF), fondées en 1995 en Ouganda en opposition au régime du président Museveni. Fuyant la répression de l'armée ougandaise, elles ont choisi la partie septentrionale du Nord-Kivu comme base arrière. Maintenant composées, comme les FDLR, de nombreux combattants congolais, les ADF ont la particularité de ne pas recruter sur une base ethnique, mais religieuse. Bien que n'étant pas un groupe jihadiste, tous leurs membres doivent être musulmans. Depuis 2014 les ADF multiplient les atrocités contre la population du Nord-Kivu, ayant tué plusieurs centaines de civils, le plus souvent à l'arme blanche. Son chef, Jamil Mukulu, a été arrêté en Tanzanie, puis extradé en Ouganda en juillet 2015. Mais l'action des FARDC envers ce groupe soulève de nombreuses questions. Comme l'assassinat du colonel Mamadou Ndala en janvier 2014, d'abord attribué aux ADF, mais résultant vraisemblablement d'un complot interne aux FARDC, certains massacres dont sont accusées les ADF pourraient avoir été commis par l'armée congolaise elle-même.

Un des facteurs majeurs favorisant la prolifération de groupes armés au Kivu est la corruption des forces armées. La principale source de leur approvisionnement en armes et, encore plus, en munitions est l'armée elle-même. En 2012, des experts de l'ONU ont accusé le général Gabriel Amisi, alors chef d'état-major de l'armée et ancien chef rebelle pro-rwandais, de fournir des armes et des munitions à des groupes armés. Après deux ans de suspension, mais exempté de toute procédure légale, il dirige maintenant l'armée dans la partie occidentale de la RDC.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les FARDC aient perdu la plupart des batailles contre des groupes armés. Mais une lueur d'espoir est apparue en octobre 2013 quand, avec l'aide

d'un bataillon africain des forces de l'ONU, les FARDC ont expulsé du territoire congolais le M23, le dernier-né des groupes armés créés par le Rwanda pour déstabiliser son voisin. Mais ce succès n'a pas eu de suivi. Les opérations contre les ADF et les FDLR, les nouvelles cibles déclarées, n'ont pas été couronnées de succès. Les morts mystérieuses en 2014 des deux principaux acteurs de la défaite du M23, le colonel Ndala et le général Lucien Bahuma, commandant des forces du Nord-Kivu, n'ont bien entendu pas favorisé de nouvelles victoires sur le champ de bataille.

Ces derniers mois, si certains territoires du Sud-Kivu semblent pacifiés, de nombreux groupes armés congolais continuent à régner, extorquer et tuer dans plusieurs territoires du Nord-Kivu, principalement ceux de Walikale et Lubero. Le principal, les Raïa Mutomboki, originellement formé pour protéger la population des attaques des FDLR, s'est scindé sur des lignes ethniques et consacre le plus clair de son énergie à des combats inter-factions. Le même phénomène est constaté avec le Nduma Defence for Congo (NDC), qui s'est successivement allié aux FDLR et au M23 il y a quelques années. D'autres groupes, comme les Nyatura (d'obédience hutu) ou l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS, composé de Hunde), sont toujours actifs dans cette partie de la province, mais évitent habituellement de combattre les FARDC et limitent leurs actions au pillage de villages et à l'enlèvement de femmes. Dans les territoires de Rutshuru et de Lubero, les FDLR, alliées à des groupes congolais, généralement hutu, continuent à opérer, s'en prenant aux villages et décimant la faune protégée du Parc Virunga.



Carte n° 3 (Groupes armés au Kivu, situation vers septembre 2013)

### 2.3. Ituri

Le principal groupe armé d'Ituri, un district de RDC élevé officiellement au rang de province en juin dernier, est la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Il s'agit d'une milice bantoue, plus précisément composée de Lendu, fondée en 2002 quand les forces ougandaises en train de se retirer ont instigué la création de plusieurs groupes rivaux, qui ont commis une série de massacres et un vaste nettoyage ethnique. Si les autres groupes armés d'Ituri se sont démobilisés, dissous et



#### 4. République centrafricaine (RCA)

Après qu'un coup d'Etat ait placé François Bozizé au pouvoir en 2003, les années suivantes ont été marquées par l'insurrection de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UDFR), dirigée par Michel Djotodia, qui a réussi à conquérir une partie du territoire centrafricain. Son avancée a été stoppée par une intervention militaire conjointe des armées française et tchadienne. Divers accords de résolution du conflit ont été signés, entre 2007 et 2012, par les deux parties et d'autres groupes armés ayant émergé pendant la guerre.

Le 10 décembre 2012, le conflit a repris quand les groupes rebelles ont accusé le président Bozizé de violer les termes d'un de ces accords. Malgré le déploiement de troupes d'Afrique du Sud et de pays voisins, la nouvelle coalition rebelle, la Séléka<sup>3</sup>, a renversé Bozizé et pris la capitale, Bangui, le 24 mars 2013, tandis que le leader rebelle, Michel Djotodia, se proclamait président de la RCA. La Séléka est principalement composée de musulmans, dont des citoyens tchadiens et soudanais. Selon l'ONU, son insurrection a reçu un soutien des autorités tchadiennes.

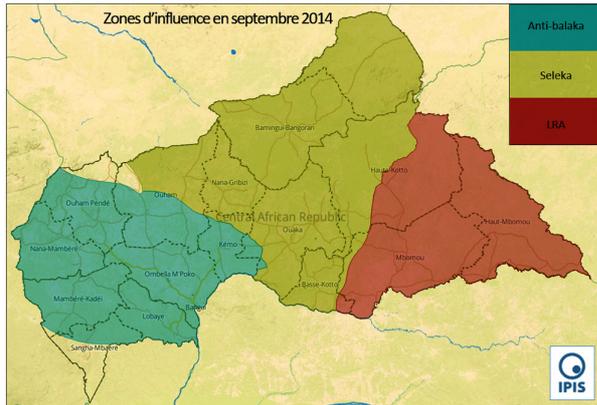
Mais des poches de résistance se sont formées et ont combattu le nouveau régime. Les milices Anti-balaka<sup>4</sup>, à l'origine des milices paysannes formées pour lutter contre les coupeurs de route en 2009, se sont reformées. Dans le courant de 2013, les combats ont forcé au déplacement des centaines de milliers de personnes, dont plusieurs dizaines de milliers à l'étranger, et plusieurs massacres à caractère ethnique ou religieux ont été rapportés. Michel Djotodia et son gouvernement ont démissionné le 10 janvier 2014 et ont été remplacés par une nouvelle équipe dirigée par Catherine Samba-Panza. Mais la violence sectaire ne s'est pas arrêtée, non seulement entre Séléka et Anti-balaka, mais de la part de ceux-ci envers les civils de la « mauvaise » ethnie ou religion.

Un cessez-le feu a été signé en juillet 2014 alors que, entre-temps, plusieurs pays et organisations internationales avaient envoyé des troupes de maintien de la paix. Parmi ceux-ci, on trouve la France, qui a monté l'opération Sangaris (2.000 hommes), l'Union européenne, avec sa mission EUFOR-RCA (700 hommes), et l'Union africaine, qui a mis sur pied sa Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA, jusqu'à 6.000 hommes de plusieurs pays d'Afrique centrale). En septembre 2014, la MISCA a été remplacée par une mission de l'ONU, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), comptant environ 10.000 soldats et policiers, principalement d'Asie et d'Afrique. Les principaux objectifs de ces troupes étrangères sont de stabiliser le pays, étendre l'autorité du gouvernement et désarmer les milices. Le 10 mai 2015, un accord de démobilisation/désarmement/réintégration (DDR) a été signé par les leaders des Séléka et Anti-balaka. Cependant, les accords ont du mal à être appliqués : à la fin septembre, une nouvelle flambée de violences entre chrétiens et musulmans a fait plusieurs dizaines de morts à Bangui, tandis que, quelques jours plus tard, des militaires de Sangaris et de la MINUSCA empêchaient une colonne de la Séléka de progresser vers Bangui. Le pays reste divisé en zones d'influence des milices tandis que le contrôle du gouvernement sur le territoire demeure quasi-inexistant. Les effectifs actuels des deux factions sont estimés à environ 2.000 combattants à la Séléka et 3.000 à 4.000 pour les Anti-balaka.

Mais l'insécurité n'est pas que le résultat de l'activité de groupes armés centrafricains. La présence d'individus armés provenant du Tchad et du Soudan est rapportée en plusieurs endroits du pays. Probablement sans motivation politique, ils se contentent de piller et tuer les populations villageoises. En outre, les combattants de la LRA sont régulièrement signalés dans la partie orientale de la RCA.

<sup>3</sup> Ce mot signifie «union» en sango, une des principales langues du pays.

<sup>4</sup> Ce terme est probablement dérivé de l'expression «anti-balles AK», de la croyance de leurs membres en leur invulnérabilité face aux balles d'AK (Kalachnikov).



Carte n° 5 (Zones d'influence des groupes armés en RCA, vers septembre 2014)

### 5. Armée de résistance du Seigneur (LRA)

En 1986, le président Museveni et ses troupes majoritairement bantoues se sont emparés du pouvoir en Ouganda. Suspecté d'avoir soutenu le régime renversé, le peuple Acholi, parlant une langue nilotique et vivant dans le nord du pays, a commencé à être victime de discriminations et d'une dure répression. En réaction, une femme, Alice Lakwena, a lancé un mouvement de résistance, la Force mobile du Saint-Esprit (*Holy Spirit Mobile Force*), inspiré par une rhétorique fondamentaliste chrétienne. En 1988, après quelques victoires favorisées par des défections au sein de l'armée gouvernementale, le mouvement a été défait alors qu'il tentait de marcher sur la capitale, Kampala. Lakwena a fui au Kenya, tandis qu'un autre Acholi, Joseph Kony, rassemblait les restes du mouvement pour fonder un nouveau groupe, l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army*, LRA), qui a rapidement eu recours à des tactiques beaucoup plus cruelles que son prédécesseur.

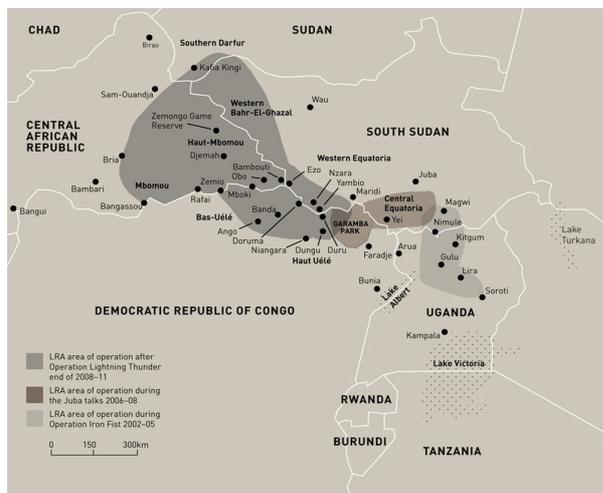
Durant les années '90, la LRA a perdu la plus grande partie du soutien populaire dont elle bénéficiait dans le Nord, mais a obtenu l'assistance du gouvernement soudanais, qui voulait ainsi contrer le soutien des autorités de Kampala aux rebelles sécessionnistes dans ce qui allait devenir le Sud-Soudan. La LRA a donc établi des bases dans la partie méridionale du Soudan, qui ont été détruites en 2002 quand Kampala a lancé une opération militaire massive, cette fois en accord avec les autorités de Khartoum.

Plusieurs processus de négociation ont été tentés, mais n'ont jamais abouti. Cependant, le gouvernement ougandais et la LRA ont signé une trêve en août 2006, qui a autorisé les combattants rebelles à fuir à l'étranger, surtout dans le Parc national de la Garamba en RDC. Deux ans plus tard, l'Ouganda, la RDC et le Sud-Soudan, avec le soutien financier et logistique des Etats-Unis, ont lancé une opération militaire dans cette zone. En réaction, la LRA a massacré des milliers de civils au Sud-Soudan et, surtout, en RDC.

Alors que Joseph Kony était inculpé par la CPI, la LRA pénétrait en RCA et établissait son quartier général dans une enclave appartenant au Sud-Soudan, mais hors de contrôle des autorités du nouvel Etat. En mars 2012, l'Union africaine a établi une force anti-LRA, théoriquement composée de militaires d'Ouganda, du Sud-Soudan, de RCA et de RDC. En réalité, cette force était essentiellement composée de soldats ougandais, avec un important soutien logistique et aérien des Etats-Unis, y compris une centaine de conseillers militaires. De son côté, la LRA a bénéficié du soutien de la Séléka, ainsi que, probablement, de l'armée soudanaise.

De nos jours, la LRA opère principalement dans l'est de la RCA et le nord de la RDC (anciens districts et nouvelles provinces du Haut et du Bas-Uélé), où elle pille des villages, enlève des habitants et braconne des espèces protégées. Elle n'est probablement composée que de 200 à 300 combattants. Elle a récemment connu un important revers quand un des principaux lieutenants de Kony, Dominic Ongwen,

s'est rendu et a été transféré à la CPI en janvier 2015. Toute intention de renverser le gouvernement ougandais a disparu depuis longtemps et le principal objectif du groupe est la simple survie.



Carte n° 6 (Évolution des zones d'influence de la LRA entre 2002 et 2011)

## 6. Boko Haram (au Cameroun et au Tchad)

La première attaque de Boko Haram hors du Nigeria a été rapportée en avril 2012 quand le groupe salafiste a effectué un raid contre la localité frontalière d'Amchidé, ciblant les policiers et la minorité chrétienne locale. La seconde, dix mois plus tard, a été l'enlèvement de la famille française Moulin-Fournier qui visitait le parc de Waza, la principale attraction touristique du Cameroun. Alors que le Nigeria perdait le contrôle de sa frontière septentrionale avec le Cameroun, les autorités de Yaoundé ont mis du temps à réagir adéquatement à la menace de Boko Haram. Une ancienne méfiance entre le Cameroun et le Nigeria a handicapé une coopération militaire efficace entre les deux pays.

Cependant, côté camerounais, un pas important a été franchi en août 2014, avec la réorganisation de l'armée et de la gendarmerie et le déploiement de troupes d'élite dans le Nord. Depuis plusieurs mois, Boko Haram y multipliait raids et kidnappings et utilisait la région comme un canal du trafic d'armes. En 2014, des tonnes d'armes ont été saisies par les forces de sécurité, dans des véhicules ou dans des caches souterraines, la plupart du temps grâce à des informations fournies par des citoyens locaux. Cependant, Boko Haram bénéficiait, et bénéficie sans doute encore, du soutien de certains hommes d'affaires, politiciens, militaires et policiers locaux, ainsi que de chefs traditionnels et d'une partie de la population dans une région connue comme la plus pauvre du Cameroun. Des négociations pour la libération d'otages ont révélé que plusieurs hauts responsables camerounais avaient des liens étroits avec le groupe armé et détournaient une partie des rançons payées par les autorités françaises ou camerounaises dans leurs propres poches. En outre, les rançons et, dans au moins un cas, la restitution d'armes saisies ont considérablement renforcé la puissance militaire et financière de Boko Haram.

À propos des nombreuses armes saisies par les forces camerounaises en 2014, il est apparu que la vaste majorité de celles qui avaient pu être tracées avaient transité par le Tchad avant d'atteindre le Cameroun. Bien entendu, comme le Tchad ne produit pas d'armes industrielles (et Boko Haram ne semble plus utiliser d'armes artisanales depuis plusieurs années), ces armes venaient d'ailleurs : surtout de Libye, mais également de RCA et du Soudan.

Bien que le Tchad connaisse une haute prolifération d'armes après des décennies de guerres civiles et d'insurrections armées, il a la réputation d'avoir un appareil de renseignement puissant, d'exercer un contrôle social étroit et de relativement bien surveiller ses frontières. En conséquence, plusieurs observateurs se demandent pourquoi pratiquement aucune saisie d'armes destinées à Boko Haram n'a eu lieu dans ce pays. En outre, jusqu'à très récemment, aucune arrestation de membres du groupe armé ne s'était produite au Tchad. Certains y voyaient une forme de complicité entre le président tchadien Déby et la direction de Boko Haram.

Cette allégation était soutenue par l'amitié entre Déby et Ali Modu Sheriff, ancien gouverneur de l'Etat nigérian de Borno accusé dans son pays d'avoir financé Boko Haram. Un autre élément à l'appui de cette thèse est l'arrestation, en novembre 2014 au Darfour, de Mahamat Bichara Gnorti, un proche conseiller de Déby. L'homme a été arrêté par l'armée soudanaise après avoir été trouvé en possession de 19 missiles SAM-7. Selon les informations disponibles, Gnorti aurait déclaré avoir reçu l'ordre du président Déby d'acheter ces missiles au Soudan et que les armes étaient destinées à Boko Haram.

Cette affaire, tenue secrète dans les cercles officiels, a mené à une détérioration des relations entre le Tchad et le Nigeria, ainsi que, probablement, à un avertissement des milieux diplomatiques occidentaux. Les intentions de Déby en trouvant un terrain d'entente avec Boko Haram étaient probablement doubles : affaiblir le Nigeria, son seul rival militaire dans la région, et mettre son pays à l'abri d'attaques terroristes. Jusqu'à cette époque, aucune action de Boko Haram n'avait en effet été enregistrée au Tchad. Sur le plan militaire, l'exploitation de pétrole depuis une dizaine d'années, si elle n'a pas apporté beaucoup de bienfait à la population tchadienne, toujours une des plus pauvres du monde, a permis au pays de plus que décupler ses dépenses et sa puissance militaires. Ces dernières années, l'armée tchadienne est intervenue, non seulement en RCA, mais surtout au Mali, où elle s'est imposée comme le soutien africain essentiel de l'armée française en lutte contre le terrorisme.

La représentation du président Déby faisant de lui un indispensable rempart antiterroriste a été, bien entendu, encore renforcée par le brusque changement de stratégie de janvier 2015 quand son armée a pris un rôle dirigeant dans la lutte contre Boko Haram en se déployant au Cameroun, au Niger et au Nigeria. Le pacte supputé était rompu et le groupe salafiste a réagi violemment par des attentats en territoire tchadien. Le premier a été commis dans un village près du lac Tchad le 12 février. Les deux plus meurtriers ont été des attentats-suicides à N'Djamena en juin et juillet, causant plus de 50 morts.

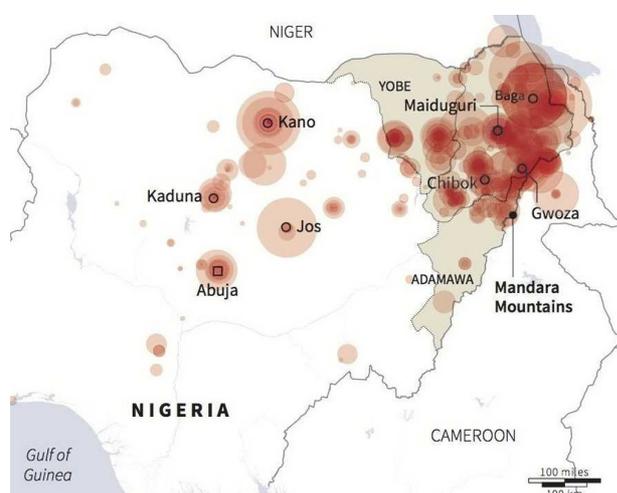
Au Cameroun, l'intensification de la lutte contre Boko Haram n'a pas encore apporté plus de sécurité aux habitants du nord du pays. La localité la plus affectée est la bourgade frontalière de Fotokol où entre 80 et 400 civils ont été tués au début février. C'est aussi là que, le 12 juillet, un premier attentat-suicide en territoire camerounais a été enregistré, provoquant la mort de 11 personnes. La situation est également grave au Niger, « puni » pour sa participation à l'intervention tchadienne au Nigeria : plusieurs dizaines de soldats et de civils ont été tués dans des régions frontalières ou proches du lac Tchad. Mais le pays le plus affecté demeure le Nigeria où, selon des estimations minimales, plus de 2.300 civils ont été tués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 octobre 2015.

Boko Haram est probablement le groupe armé potentiellement le plus déstabilisateur en Afrique subsaharienne. Malgré les milliers d'hommes perdus durant ses attaques, il est aussi probablement le plus important en effectifs : en 2014, on estimait qu'il comptait entre 15.000 et 50.000 combattants. Son idéologie salafiste – contrastant avec la tolérance de l'islam soufi majoritaire dans la région – n'est probablement pas le principal moteur de ses capacités de recrutement. Celui-ci serait davantage à rechercher dans la pauvreté aigue et le chômage chronique régnant aux alentours du lac Tchad et dans les importants moyens financiers de Boko Haram. Selon une source camerounaise,

chaque nouveau combattant recevrait une prime équivalente au prix d'une moto chinoise, soit environ 500 euros.

Finalement, nous pourrions nous interroger sur les raisons de l'élargissement des activités de Boko Haram hors du Nigeria. Citons notamment :

- La nécessité de trouver de nouveaux corridors d'approvisionnement, particulièrement en armes et munitions, alors que l'armée nigérienne était tenue à distance et ne pouvait plus, par la corruption ou le combat, approvisionner les insurgés ;
- Des raisons historiques, car la zone d'influence de Boko Haram est plus ou moins celle habitée par le peuple kanuri qui, jusqu'en 1900, était aux commandes de l'empire précolonial du Kanem-Bornu ; la plupart des leaders et des membres de Boko Haram appartiennent à la communauté kanuri ;
- L'influence de l'organisation Etat islamique, à laquelle Boko Haram a fait allégeance en mars 2015, et dont une des caractéristiques est d'ignorer les frontières interétatiques.



Carte n° 7 (Violences liées à Boko Haram entre janvier 2011 et janvier 2015)

## 7. Conclusion

Comment expliquer la prolifération de groupes armés en Afrique centrale ? Même si chaque pays connaît des contextes particuliers, plusieurs constats peuvent être faits :

- Bien que le changement de régime ne soit pas le but de la plupart des groupes armés, le contexte politique, comme l'absence de démocratie, est un important moteur de leur prolifération.
- D'autres importants facteurs sont d'ordre social et économique : systèmes de santé et d'éducation déficients, pauvreté, chômage, inégale distribution des richesses...
- L'« absence d'Etat », c'est-à-dire l'absence de forces de sécurité protégeant efficacement la population, l'impunité des criminels de guerre « officiels », les frontières poreuses, la corruption..., tout cela facilite également le développement de groupes armés.
- Les sentiments d'affiliation ethnique ou religieuse sont également présents, mais ne devraient pas être surestimés, car ils découlent souvent d'une profonde insatisfaction envers la gouvernance des Etats et les conditions sociales qu'ils ont produites.

- Plusieurs Etats de la région ont encouragé le développement de groupes armés chez leurs voisins (le Rwanda, le Tchad, ou dans un passé plus ou moins proche, l'Ouganda, le Soudan, l'Angola, le Zaïre...).
- La coopération militaire régionale contre les groupes armés, bien que limitée et en butte à de nombreuses difficultés, est en train de se développer (notamment en RCA, et dans la lutte contre la LRA et Boko Haram).

Cependant, bien que nécessaire, le recours à la force ne suffira pas à résoudre le problème des groupes armés. Prendre le problème à ses racines suppose la mise en œuvre d'un vaste chantier comprenant d'importantes réformes au sein des Etats d'Afrique centrale, ainsi qu'une redéfinition de leurs relations entre eux et avec le reste du monde.

*Sources*

BERGHEZAN G. 2013. *Groupes armés actifs en République démocratique du Congo, Situation dans le «Grand Kivu» au 2<sup>ème</sup> semestre 2013*, Les Rapports du GRIP n° 2013/11, GRIP, Bruxelles, 2013.

BERGHEZAN G. 2015. *Groupes armés au Katanga, épiceutre de multiples conflits*, Les Rapports du GRIP n° 2015/3, GRIP, Bruxelles, 2015.

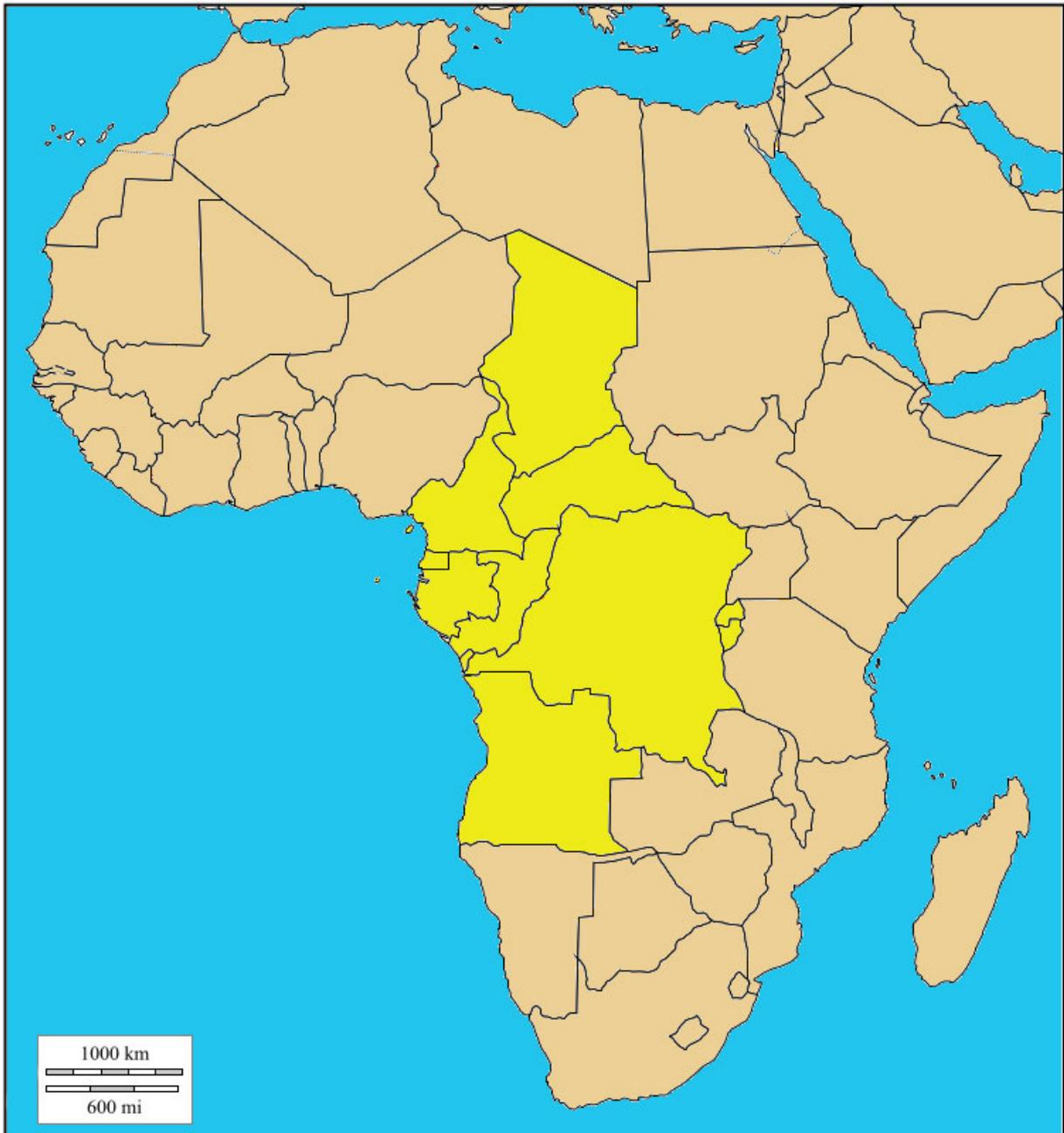
INTERNATIONAL CRISIS GROUP 2014. *Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency*, Africa Report n° 216, Abuja/Dakar/Nairobi/Bruxelles, 3 avril 2014.

ONU 2012-2015. *Rapports des Groupes d'experts du Comité des sanctions de l'ONU en charge de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo*.

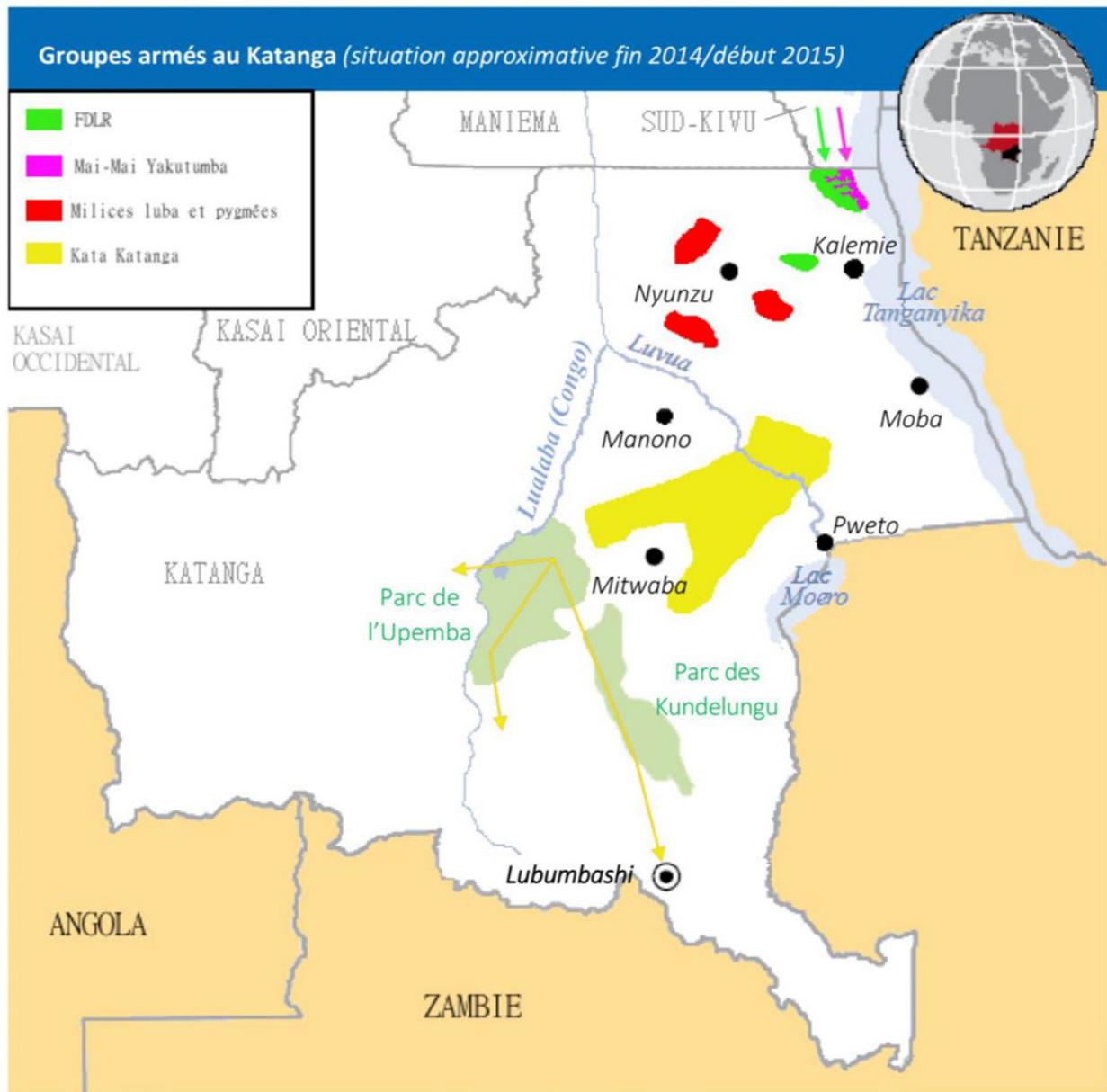
STEARNS J. et al. 2012-2014. *Rapports sur les groupes armés de RDC*, Rift Valley Institute, Usalama Project, Londres/Nairobi.

Radio Okapi, Al Jazeera, BBC, RFI, Jeune Afrique, Afrik.com, IRIN, Le Monde, Reuters, dépêches et articles, 2009 à 2015.

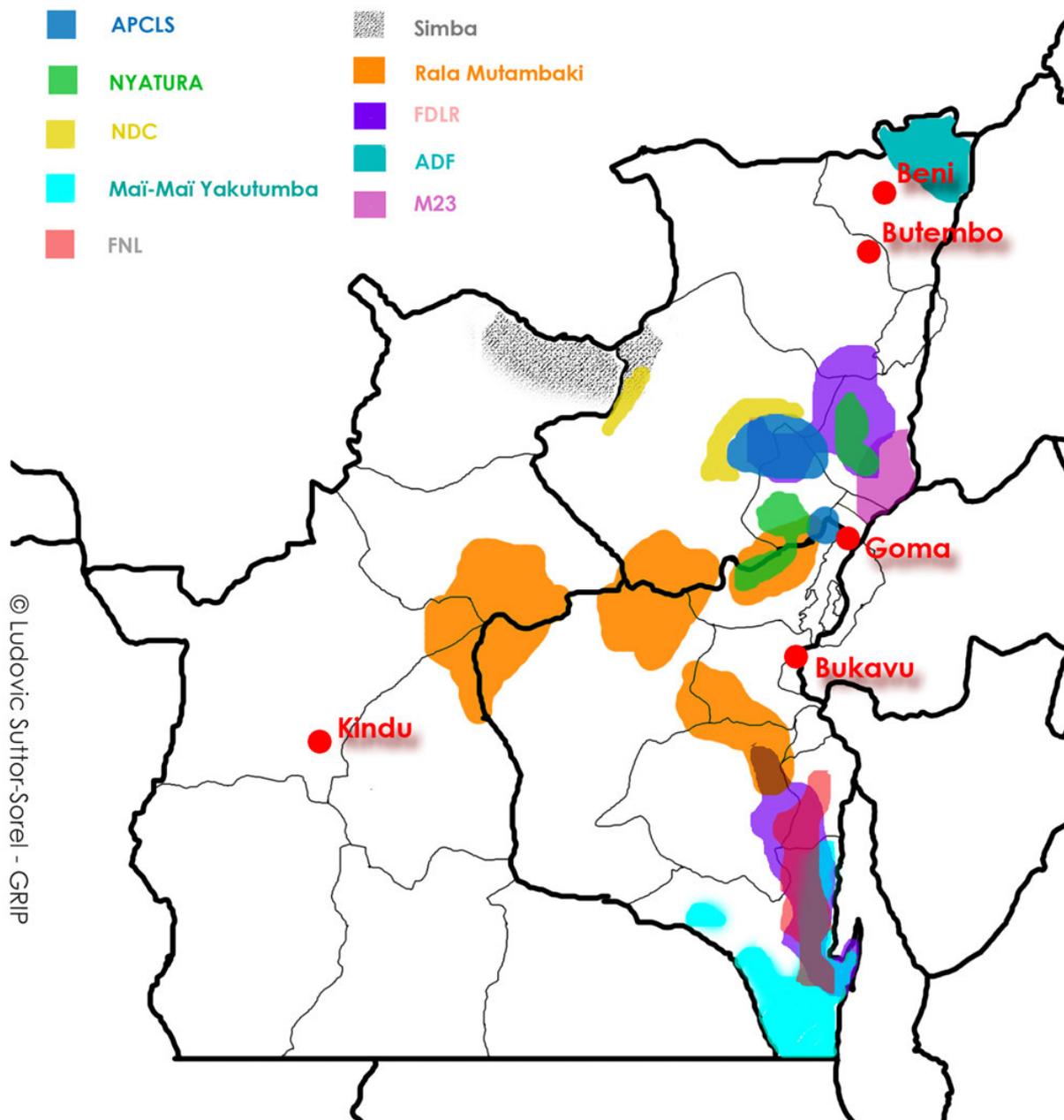
Sites web d'organes de presse locaux des pays étudiés (particulièrement Nigeria, Cameroun, Tchad et RDC).



Carte n° 1 (Etats membres de la CEEAC)



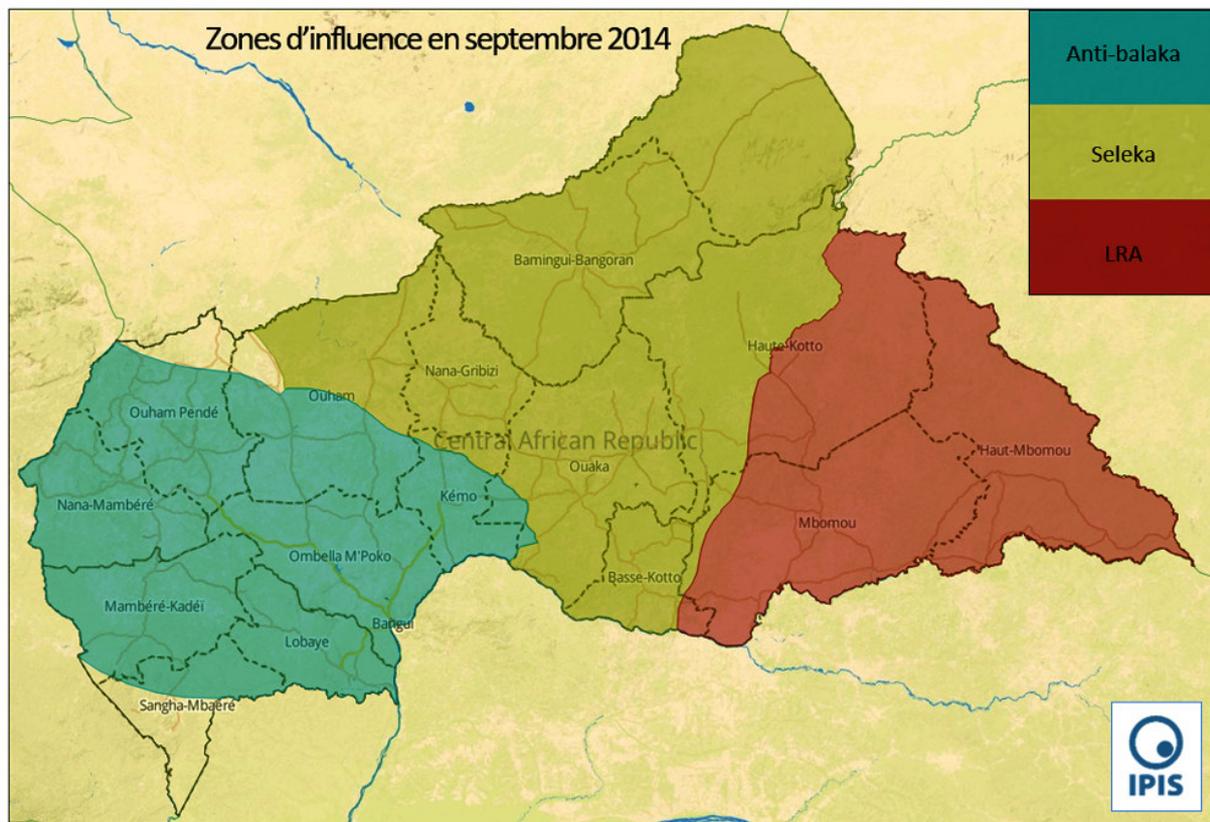
Carte n° 2 (Groupes armés au Katanga, situation à la fin 2014/début 2015)



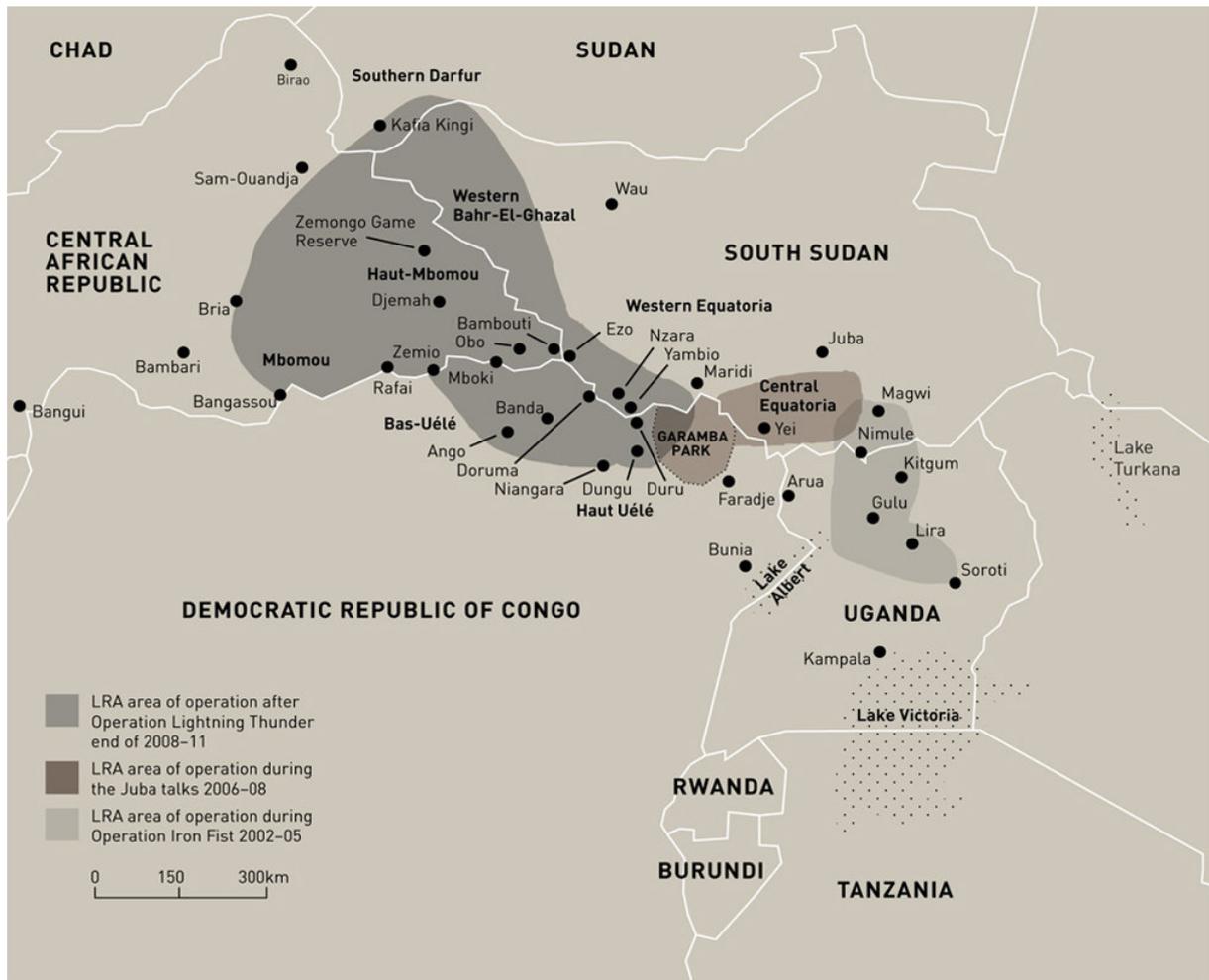
Carte n° 3 (Groupes armés au Kivu, situation vers septembre 2013)



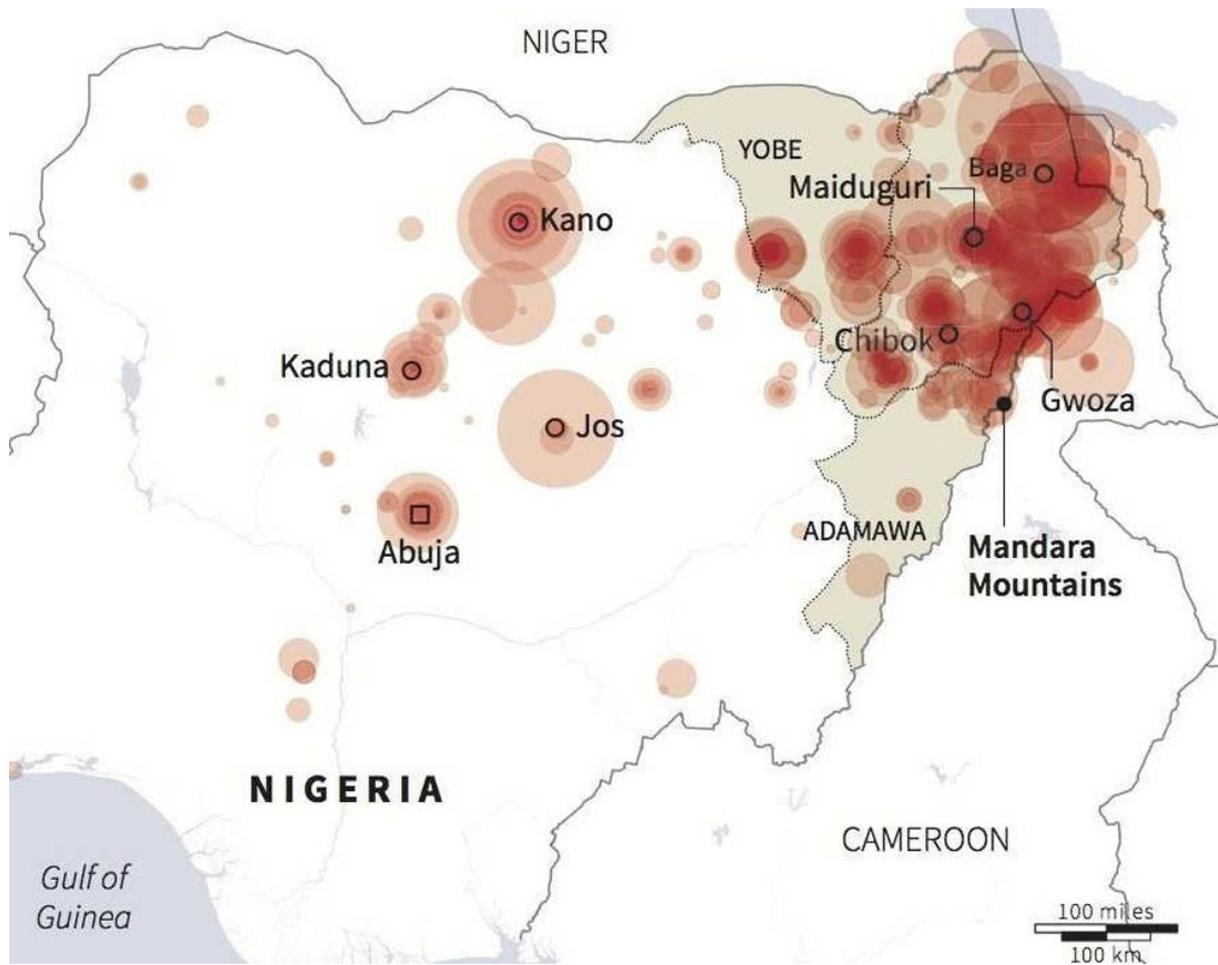
Carte n° 4 (Affrontements récents au Burundi)



Carte n° 5 (Zones d'influence des groupes armés en RCA, vers septembre 2014)



Carte n° 6 (Évolution des zones d'influence de la LRA entre 2002 et 2011)



Carte n° 7 (Violences liées à Boko Haram entre janvier 2011 et janvier 2015)